

RÉACTION DE JEAN DIONIS AUX PROPOS DE JEAN CASTEX SUR LA GARE LGV À AGEN

Vendredi 21 janvier 2022

J'ai pris connaissance de la déclaration du Premier Ministre faite cet après-midi dans laquelle il envisage la suppression de la gare LGV d'Agen si le Conseil Départemental de Lot-et-Garonne maintenait sa décision de ne pas participer au plan de financement de cette infrastructure.

Comme un très grand nombre d'agenaises et d'agenais, je reçois la déclaration du Premier Ministre avec gravité et elle m'inquiète au plus haut point. En effet, le développement économique de notre département comme celui d'Agen seraient gravement handicapés si la décision de supprimer la gare LGV d'Agen était maintenue. Face à cette éventualité, je pense notamment aux centaines d'emplois induits par ce projet qui seraient en l'occurrence sacrifiés aux dépens de la jeunesse lot-et-garonnaise.

Je comprends le coup de colère du Premier Ministre. La position du Conseil Départemental qui espérait bénéficier des retombées économiques positives de l'infrastructure sans y participer financièrement est juste intenable.

L'Agglomération d'Agen a, en ce qui la concerne, adopté un chemin beaucoup plus pragmatique. Elle a négocié durement sa participation financière à ce projet et obtenu une révision significative à la baisse. Elle a pu ainsi, ensuite, confirmer son engagement dans le projet.

Et il y avait de la part de la majorité départementale, beaucoup de naïveté à penser que sa prise de position n'amènerait aucune réaction de l'Etat. La réalité est différente : sous des modalités diverses, les lot-et-garonnais paieront le prix d'une décision irresponsable si elle devait être maintenue.

Mais, je ne peux me résoudre à cette extrémité catastrophique pour toutes les parties concernées :

- D'abord pour la SNCF qui perdrait la contribution agenaise, sa base de travaux à Agen pour le tronçon Bordeaux-Toulouse et surtout son meilleur emplacement commercial pour attirer la clientèle d'un bassin de vie de 300 000 habitants comprenant la partie ouest du Lot-et-Garonne (et notamment l'Albret, l'Agenais, le Villeneuvois, le Fumélois et le Confluent) ainsi que le nord du Gers et tout l'Est du Tarn-et-Garonne.

- Ensuite et surtout pour les agenais et les Lot-et-Garonnais qui, à cause d'une décision stratégique prise à courte vue seraient les grands perdants d'un bras de fer entre l'Etat et le Conseil Départemental, les grands perdants du projet GPSO.

Je demande donc à mes collègues, conseillers départementaux du Lot-et-Garonne de reconsidérer leur position. Ils ne doivent pas faire la même erreur stratégique faite en son temps par les élus villeneuvois refusant le passage du train sur leur territoire, le condamnant ainsi pour des décennies à un enclavement très pénalisant.

Je demande au Premier Ministre de dépasser sa colère légitime et d'organiser une conférence du territoire agenais rassemblant l'Etat et les trois collectivités territoriales appelées au paiement de la LGV : la Région Nouvelle-Aquitaine, le département de Lot-et-Garonne et l'Agglomération d'Agen.

Sur ce projet qui nous engage pour plusieurs générations, l'intérêt général du Lot-et-Garonne, l'intérêt général d'Agen doivent l'emporter.

Sur ce projet, la raison doit l'emporter.

J'en appelle à l'autorité du Premier Ministre pour qu'ensemble les parties concernées trouvent le chemin de l'accord indispensable.

Contact Presse :

Jean DIONIS – Maire d'Agen et Président de l'Agglomération d'Agen